



## ÉCONOMIQUES

Par  
**ANNE-LAURE DELATTE**  
CNRS

### Un vent nouveau souffle aux Etats-Unis

**Le caractère tellement outrancier et cynique de la présidence Trump a fini par radicaliser l'opposition démocrate, et semble susciter de nouvelles idées, même sur la fiscalité.**

Je rentre à peine de la côte Est des Etats-Unis. J'ai été frappée par le changement d'ambiance depuis mon dernier séjour l'an passé. Alors que Trump occupait alors beaucoup de mes conversations avec amis et collègues, celui-ci a presque totalement disparu des radars personnels. Bien sûr, il n'est pas une heure sans que sa grosse tête orange n'apparaisse sur un écran dans un bar sportif ou dans un aéroport, mais il semble être devenu un objet de foire, l'équivalent du gros tonton raciste et sexiste qu'on se traîne avec honte aux réunions de famille.

La vie continue ou plutôt elle renaît. Il y a un air de nouveau monde dans les milieux intellectuels et politiques américains. Son mandat est tellement grotesque et tellement ploutocrate qu'il a réveillé les consciences. Et les consciences se radicalisent, c'est frappant ! La période actuelle est souvent comparée à l'après-guerre de Sécession marquée par une explosion des inégalités parallèle au développement des nouvelles communications, du rail et d'une forte croissance économique. Cette période a été baptisée cyniquement « âge d'or » par l'écrivain Mark Twain pour exprimer qu'elle brillait en surface mais était corrompue en profondeur. Il signifiait alors la corruption du rêve américain, celui de l'égalité pour tous en opposition à la concentration des richesses en Europe ! Comparer la période actuelle à cet âge d'or revient donc à dénoncer un modèle économique basé sur la rente qui ne produit que de l'injustice sociale et nourrit les extrêmes.

Je pourrais bien avoir un biais ici mais il me semble que la révolution intellectuelle et politique a donc lieu sur le terrain économique.

Les Américains sont divisés sur les valeurs sociales comme l'avortement, la religion, l'immigration, le port des armes à feu, etc. Mais une majorité d'entre eux est favorable à une action publique ferme sur le pouvoir des grandes entreprises et... à une augmentation des impôts. Ainsi, la sénatrice du Massachusetts Elizabeth Warren, candidate aux primaires démocrates, a inclus dans son programme un impôt sur les hauts patrimoines au-dessus de 50 millions de dollars et 61% des Américains soutien-

**Les Américains sont divisés sur les valeurs sociales comme l'avortement, la religion ou les armes à feu. Mais une majorité d'entre eux est favorable à une action sur le pouvoir des grandes entreprises et à une augmentation des impôts.**

ment sa proposition (1). *Wait... what ? L'ISF aux Etats-Unis ?* Quand je vous parlais de changement de paradigme.

Un autre visage de ce changement d'époque est naturellement Alexandria Ocasio-Cortez, élue à la Chambre des représentants lors des dernières élections de mi-mandat. Il faudrait une chronique entière pour décrire la ferveur que provoque chacune de ses interventions. Elle ne propose pas moins qu'une taxe marginale de 70% sur les revenus de plus de 10 millions de dollars !

Au-delà des programmes de campagne et des sondages, j'ai moi-même ressenti ce changement la semaine dernière. Une première fois à Princeton en présentant nos propositions (2) pour un ISF européen et une taxe européenne sur les multinationales et les hauts revenus. J'avais cinquante Américains devant moi, des étudiants et des professeurs. Seuls un ou deux messieurs aux cheveux blancs ont levé les yeux d'un air excédé. Le reste de l'audience était attentive. Il me semble que nos propositions auraient été raillées aux Etats-Unis il y a encore trois ans et jugées totalement irréalistes. Une seconde fois au Fonds monétaire international, où j'ai présenté nos résultats sur l'activité des banques européennes dans les paradis fiscaux. J'avais devant moi une vingtaine de fonctionnaires internationaux experts de l'évasion fiscale des multinationales et curieux de connaître les données européennes.

L'évasion fiscale est un sujet pris très au sérieux par cette institution conservatrice de Washington ; d'une part sans doute sous l'effet de la forte pression de la société civile et d'autre part d'un renouvellement des élites : la moitié de la salle était née dans les années 80 et n'avait pas besoin d'être convaincue de l'importance du sujet. Il va encore falloir de bons gros scandales sexuels sur Donald Trump et une augmentation significative du chômage pour qu'il ne remporte pas l'élection l'an prochain. Mais le changement est en route. Et ça fait du bien. ◀

(1) National Tracking Poll #190202 par Politico et Morning Consult, février 2019.

Les simulations de la taxe d'Elizabeth Warren ont été réalisées par deux professeurs français de la prestigieuse université Berkeley et proches de Thomas Piketty.

(2) www.tdem.eu.

### Appel aux citoyens du monde pour la transparence sur les crimes israéliens à Gaza

**Plusieurs personnalités israéliennes se mobilisent pour l'anniversaire des Marches du retour, commencées pacifiquement le 30 mars 2018 par des dizaines de milliers de Palestiniens de Gaza et réprimées par les armes.**

Nous, Israéliens, engagés pour la paix, approuvons fermement le rapport de l'enquête menée par l'ONU sur les meurtres atroces commis envers des manifestants palestiniens à Gaza. Comme l'a confirmé le rapport de l'ONU, presque aucun des 189 Palestiniens tués et plus de 9 000 autres blessés par les forces de sécurité de notre pays lors des manifestations hebdomadaires depuis le mois de mars 2018 ne constituait une menace directe pour Israël ou ses citoyens. Nombre de ces Palestiniens ont été abattus tandis qu'ils protestaient pacifique-

ment, à des centaines de mètres de la clôture de Gaza. Parqués dans une prison à ciel ouvert, isolés de force du reste de la société palestinienne, les deux millions d'habitants que compte Gaza ont toutes les raisons et tous les droits de protester – mais qu'ils s'y risquent, et Israël n'hésitera pas à ouvrir le feu sur eux à balles réelles. Si le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à l'origine de cette enquête, est, certes, une organisation imparfaite, la commission mandatée par l'ONU est bel et bien indépendante. Son rapport constitue une mise en cause véridique et objective de la répression brutale d'Israël, sans pour autant passer sous silence les infractions palestiniennes. A la veille du 30 mars, date anniversaire du début des protestations, les pays du monde doivent mettre un terme à ces tueries ininterrompues. La semaine passée, ils ont pris position en faveur du rapport de l'ONU au Conseil des droits de l'homme de Genève. Nous avons exhorté tous les pays, et notamment la France, à y apporter leur soutien sans faille. ▶

Par  
**MICHAEL BEN-YAIR**  
Ancien procureur général d'Israël et ancien juge intérimaire de la Cour suprême israélienne  
**AVRAHAM BURG**  
Ex-porte-parole de la Knesset et directeur de l'Agence juive  
**ILANA HAMMERMAN**  
Ecrivaine et traductrice israélienne  
**DAVID HAREL**  
Vice-président de l'Académie des sciences et des humanités, lauréat du prix Israël en 2004, colauréat du prix Emet en 2010  
**ALEX LEVAC**  
Lauréat du prix Israël en 2005  
**YEHUDA JUDD NE'EMAN**  
Lauréat du prix Israël en 2009  
**DAVID SHULMAN**  
Lauréat du prix Israël en 2016 et du prix Emet en 2010  
**ZEEV STERNHELL**  
Lauréat du prix Israël en 2008.



# IDÉES

**Suite de la page 24** long plaidoyer sur l'égalité femmes-hommes. Guillaume Erner, le journaliste de France Culture qui anime la discussion, tente de l'interrompre. «On n'est pas nombreuses, alors on tient un peu la parole!» rétorque-t-elle. C'est vrai que l'assemblée réunie par l'Élysée est très masculine, avec deux tiers d'hommes. Christine Erhel, directrice du Centre d'études de l'emploi et du travail, au Cnam, tente de rappeler au Président un fait préoccupant : 57% des Français pensent que les inégalités salariales dans les entreprises ne disparaîtront jamais. Une forme de désespérance qui touche particulièrement les femmes mobilisées dans le mouvement des gilets jaunes. Emporté par d'autres questions et interventions, le Président ne répondra pas. Paradoxalement, le meilleur contradicteur du Président durant la soirée aura sans doute été

lui-même lorsqu'il constate : «Je suis le symptôme le plus avancé de la crise des corps intermédiaires!» S'il dit ne pas beaucoup aimer l'expression, il la développe tout de même et précise la place des universitaires dans la société : «Je crois en des formes d'organisation du collectif. [...] Je pense que les intellectuels ont cette responsabilité, car ils ont une autorité dans la société, qui est académique : ils savent plus de choses, et ils ont lu plus de livres.» Le Président leur fait une invitation : «Redéfinir le projet français et européen» et «reconstruire une projection politique de ce qu'est le combat climatique», manière de dire qu'il ne peut pas tout.

## En décalage

Sur le fond, l'ensemble est technique. Particulièrement la parole d'Emmanuel Macron, souvent désincarnée, asséchante derrière sa

**Vers 2 heures du matin, ceux qui sont restés jusqu'au bout sont pâlots, cernés. Le grand oral du Président aura duré plus de huit heures. Lui semble en grande forme, heureux de ce marathon intellectuel qu'il juge à la hauteur de son intelligence et le renarcissise.**

grandiloquence, parfois en décalage avec le registre théorique des questions, et ne manquant pas une occasion de se référer à l'Europe à quelques semaines des élections. Sur l'écologie, le Président maintient l'idée d'augmenter le prix du carbone pour assurer la transition écologique. Mais c'est un réformisme tranquille pariant sur la croissance qui

l'emporte, quelques mois après les mises en garde de son ex-ministre Nicolas Hulot. «Si on dit juste : "On est tous foutus, je suis un combattant encore plus vrai de ce sujet parce que je trouve que vous n'allez pas assez vite", à la fin, tout le monde se dit : "On n'y arrivera pas!"» a expliqué le Président. En matière de laïcité, Emmanuel Macron en revanche change de position : contrairement à ce qui se dessinait il y a quelques semaines, la loi de 1905 ne devrait pas être modifiée. Et quand il appelle à donner une place à l'islam en France, Hakim el-Karoui, expert pour l'Institut Montaigne, lui rétorque : «Ce n'est pas à l'Etat, ce sont les musulmans qui vont créer l'islam de France.»

Quelques minutes plus tard, l'historien Benjamin Stora souhaite que la France soutienne les démocrates algériens mobilisés contre un nouveau mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Le Président souligne les limites que lui impose sa fonction : «Il y a des échanges constants pour accompagner ce qui est une forme de transition des dirigeants, mais je ne peux pas aller beaucoup plus loin sur ce sujet.» C'est aux intellectuels, dit-il aussi, et à la société civile d'ouvrir des «voies d'eau». Il annonce la tenue en juin d'un «sommet des deux rives». Trompant les attentes de ceux qui s'attendaient à ce que la thématique se poursuive, l'islamologue Gilles Kepel note que ce 18 mars marque l'anniversaire du début de la Commune de Paris, enchaîne sur «cette espèce de détestation de la démocratie représentative» que manifestent, selon lui, les gilets jaunes, pour finalement regretter que notre Parlement «parle assez peu». Le Président confirme alors son intention d'introduire une plus grande proportionnalité lors des élections et un plus grand pouvoir de contrôle des politiques publiques.

## «Un gros piège»

Vers 2 heures du matin, ceux qui sont restés jusqu'au bout sont pâlots, cernés. Le grand oral du Président aura duré plus de huit heures. Lui semble en grande forme, heureux de ce marathon intellectuel qu'il juge à la hauteur de son intelligence et le renarcissise. Au fond, l'exercice – inédit sous cette forme – était-il tenable? Beaucoup d'intellectuels ont refusé l'obstacle (Agacinski, Lordon, Focssel...), flairant que l'organisation du «débat» saperait par principe l'échange et empêcherait le déploiement d'une pensée un peu plus construite. «J'ai participé parce qu'en tant que fonctionnaire, je n'envisageais même pas de ne pas me rendre à une invitation du président de la République», écrit sur Facebook le sociologue Gérald Bronner. «Le résultat de tout cela fut une adjonction assez incohérente de contributions (la mienne ne fit pas exception à cette règle) et aucun récit commun n'a pu émerger.» D'autres, à gauche, craquent en direct à coups de SMS envoyés sous la table : «C'est un gros piège, on sert la soupe, et il nous assène sa com politique.»

Sur le rôle des intellectuels, plus tôt dans la soirée, Emmanuel Macron avait dit : «Toute parole ne se vaut pas sur tous les sujets à tous les moments. Comment on remet une échelle de valeur?» En terminant la longue série de ses grands débats avec des intellectuels, il aura appelé chacun à retrouver sa place. Les intellos à l'université, les gilets jaunes loin des Champs-Élysées, et lui à la tête de l'Etat. ◀



## PHILOSOPHIQUES

Par **FREDÉRIC WORMS** Professeur de philosophie à l'École normale supérieure

## Encore un effort

**Le «grand débat des idées» révèle que le danger pour les intellectuels est de produire une expertise oubliée de l'idée de justice.**

Ce qui a dominé selon moi le débat «avec» les intellectuels, c'est un moindre mal. Parmi les risques possibles il y en a un qui a failli l'emporter complètement, mais ce ne fut peut-être pas le plus grave et le plus attendu de ceux que l'on court, dans un «débat» mené à l'invitation du pouvoir. Ce n'est pas tant le risque de la complaisance, de la flatterie, de l'instrumentalisation, risque grave et inhérent au cadre, qui certes n'a pas été absent du «débat», et sur lequel il importe de réfléchir. Un autre débat se lève à ce sujet, et il y a de bonnes raisons à cela. La principale de ces raisons est frappante : c'est le défaut ou le manque, en effet très sensible, de paroles critiques dans ce débat. Et peut-être plus encore que dans les autres étapes du «grand débat», alors qu'on aurait pu s'attendre au contraire (avec les «intellectuels»)!

Mais on se tromperait en interprétant trop vite ce manque très sensible. Car il tient surtout, selon moi, à l'autre risque, peut-être plus sérieux encore. Je dis que cet autre risque est plus grave que la flatterie même, parce qu'il repose sur

une inquiétude profonde, qui fait juger à beaucoup qu'il vaut la peine de le courir. Ce n'en est pas moins un risque, surtout s'il l'emportait sur tout le reste. Mais quel est donc ce risque? C'est justement celui du sérieux ou de l'expertise, quand elle risque de l'emporter sur tout le reste. Car on aurait tort de critiquer le sérieux en lui-même. Il répond justement à quelque chose de sérieux, c'est-à-dire à la gravité de la situation, qui était elle aussi palpable toute cette soirée. Dominique Méda en appelait avant le débat à se placer à la hauteur du Conseil national de la Résistance. Elle avait raison. L'heure a sa gravité. C'est ce qui fait que le premier rôle et devoir des «intellectuels», ce sérieux, s'est imposé, au point de presque éclipser les autres. C'est un risque aussi parce que la réduction de l'intellectuel à l'expert est l'un des facteurs de son ébranlement.

Il y a le risque de la flatterie, et du pouvoir. Mais il y a aussi ce risque de l'expertise non pas en elle-même, mais quand elle devient exclusive. Le cadre y invitait : et je veux dire cette fois non pas le cadre du pouvoir,

mais le format de la rencontre, avec des interventions d'experts requis sur des thèmes, et sans qu'il y ait de temps pour la discussion. C'est pleinement légitime, c'est même vital ; mais il est vital aussi de comprendre que ce n'est pas suffisant. Il faut aussi au débat, à la démocratie, pardon de le redire, cet autre ingrédient de la vie intellectuelle : son aspiration à la justice ou sa critique de l'injustice, fondée sur des principes universels. La revendication du sérieux et du savoir comporte elle aussi une revendication de justice, contre l'idéologie anti-intellectuelle du moment, pour la reconnaissance matérielle, politique, de la recherche, de l'enseignement, qui est nécessaire pour lutter contre et d'abord établir les injustices et les dangers.

Mais le risque de se contenter du savoir aussi vital soit-il, avec sa face lumineuse venue des Lumières, a pu masquer ce qu'il peut cacher quand il ne se lie pas à des principes de justice pour fonder une critique. La revendication du savoir risque de masquer ce qui hante pourtant la plupart des esprits : les injustices de l'époque. Nommons-en quelques-unes, non pas avec un «en même temps», mais avec un «mais aussi». La violence dans l'espace public mais aussi le risque de restriction abusive des libertés publiques. Le destin commun mais aussi la dissymétrie entre les humains, le devoir d'hospitalité, le refus de la mort des «migrants». La liberté mais aussi les limites radicales contre les inégalités de plus en plus radicales. Et j'en passe. Pourquoi cela n'a-t-il pas dominé ou plutôt complété l'autre face des «intellectuels», autant qu'on aurait voulu? Il faudra se pencher sur cette question, qui témoigne aussi de

l'éclatement des rôles, y compris chez les «intellectuels». Cela n'élimine pas le piège de la complaisance ou du pouvoir, dont il faut continuer la critique. Mais cela tenait aussi à l'inquiétude du savoir. Noble risque, mais risque aussi. Noble inquiétude en tant que telle. Mais pas suffisante.

La réponse, on la connaît donc. Encore un effort. Un effort critique. De la part des «intellectuels», partout où des citoyens et citoyennes peuvent et veulent en être, et avec toutes et tous, dans des cadres eux-mêmes critiques, pensés, médités, car aucun n'est neutre. Mais un effort aussi du pouvoir, pour soutenir non pas seulement une expertise qui est (et doit être) toujours neutre, encore moins une médiation préétablie, mais des institutions qui permettent réellement cette critique fondée à la fois sur le savoir, sur des principes, sur des discussions réelles, et sur des engagements. Donc des contre-pouvoirs. Par ces «médiations», nous n'entendons pas des échelons, dans une gradation supposée simple entre les «sans-pouvoir» et le pouvoir. Mais bien plutôt des cadres pour bâtir, grâce aussi au savoir, des alternatives démocratiques qui sont ce dont le pouvoir démocratique lui-même, quel qu'il soit, manque le plus. Ce dont nous avons le plus besoin, aujourd'hui. En France, dans le monde, mais aussi dans cet espace public et politique nouveau qui fut un des absents les plus surprenants du débat (pardon d'insister) : l'Europe. ◀

Cette chronique est assurée en alternance par Sandra Laugier, Michaël Focssel, Sabine Prokhoris et Frédéric Worms.



## L'HISTOIRE SE RÉPÈTE-T-ELLE ?

Le parallèle de la période présente avec les années sombres de l'avant-guerre séduit de nombreux intellectuels. A tort ou à raison ?

# Michaël Foessel

## « On n'en a pas fini avec les années 1930 »

Le philosophe s'est plongé dans la presse de 1938 et en a tiré un livre, « Récidive ». Il a trouvé de nombreux points communs entre cette année d'affaiblissement de la démocratie et la période actuelle, tant sur les aspects sécuritaires et migratoires qu'économiques

### ENTRETIEN

convaincu par ces termes, j'ai voulu les confronter à un passé où la démocratie française est allée de défaite en défaite.

**Vous ne prédiriez pas un « retour » de ces années sombres. Pourquoi, malgré tout, cherchez-vous les ressemblances plutôt que les dissemblances, les analogies plutôt que les différences ?**

Prise à la lettre, la formule « retour des années 1930 » n'a aucun sens : il n'y a pas de répétition à l'identique en histoire. Je ne crois pas pour autant que l'on en ait fini avec les années 1930, tout simplement parce qu'elles ne constituent pas un accident de l'histoire auquel le consensus démocratique d'après-guerre aurait mis un terme définitif. Les années 1930 appartiennent à la modernité et, malgré les prophéties postmodernes, nous n'avons pas changé d'époque. Pour le meilleur comme pour le pire. Si le fascisme est réactionnaire, il l'est sur un mode moderniste au sens où il utilise tous les moyens mis à sa disposition par la modernité (en particulier par la technique) pour réaliser son projet de violence archaïque. Nous nous situons précisément à un moment de l'histoire où la croyance dans le caractère évident de la démocratie est démentie de toutes parts. C'est pourquoi, découvrant 1938 à partir d'inquiétudes actuelles, j'ai été sensible à des logiques qui reposent sur l'idée de « mobilisation ». La mobilisation des énergies individuelles au profit d'un projet autoritaire ou de solutions radicales se retrouve dans les deux périodes, même si elle n'emprunte pas les mêmes voies et n'atteint (heureusement) pas la même intensité aujourd'hui.

**P**hilosophe, professeur à l'École polytechnique, Michaël Foessel publie *Récidive. 1938* (PUF, 180 pages, 15 euros), une traversée de l'année 1938 à partir des préoccupations politiques de l'année 2018, un aller-retour incessant entre le passé et le présent. Il explique pourquoi, comme en 1938, année durant laquelle le gouvernement avait mis en place une sorte d'état d'urgence permanent, la France d'aujourd'hui affaiblit dangereusement l'Etat de droit.

**Qu'est-ce qui vous a fait plonger dans l'année 1938 et ses spectres ?**

Je suis tombé sur 1938 un peu par hasard, à travers la presse de cette année désormais accessible en quelques clics, sur les sites *Gallica* et *Retronews*. Pour un historien qui tente d'expliquer les logiques d'une époque, la presse n'est certainement pas la meilleure des archives. Mais pour quelqu'un qui cherche à se placer dans la tête d'un lecteur de l'époque qui ne sait de son présent politique que ce que lui en disent ses journaux, cette lecture à distance constitue un exercice éducatif. Ce qui m'a fait « rester » en 1938 et lire quotidiennement la presse de cette année pendant plusieurs mois est le sentiment troublant de ne pas être vraiment dépaycé. J'ai découvert 1938 à un moment où la question de ce qui nous arrive politiquement se pose avec une certaine urgence. « Populisme », « post-démocratie », « illibéralisme » : faute d'être



YANN LEGENDRE



**J'AI ÉTÉ FRAPPÉ QU'EN 1938, COMME AUJOURD'HUI, ON COMMÉMORÉ PLUTÔT LA CRISE QU'ON NE CHERCHE À ANALYSER SES EFFETS AU LONG COURS**

**Pas de photos, ni d'images d'archives, vous n'avez lu que des journaux qui paraissent l'année 1938. Que vous inspirent ceux qui paraissent dans les années 2018 ? Et avez-vous trouvé des nouveaux « Je suis partout » ?**

C'est la grammaire de 1938 qui m'a le plus retenu. Cette année-là, on lit dans la presse une radicalisation du discours politique, une recherche éperdue de coupables (juifs, métèques, communistes, socialistes, républicains), une fatigue à l'égard du droit qui aboutissent au rejet cumulé du Front populaire et des procédures démocratiques traditionnelles. La demande d'autorité est un mot d'ordre constant, de même que la défiance à l'égard du parlementarisme au nom du danger totalitaire en Europe. Il est constamment rappelé que la France agit « sous l'œil d'Hitler », mais cela veut rarement dire qu'elle doit se préparer à affronter militairement le III<sup>e</sup> Reich. Cela veut dire qu'elle n'a plus les moyens de s'offrir le luxe d'un Etat de droit. Quelque chose est-il comparable à *Je suis partout* aujourd'hui ? Dans la presse classique heureusement non. Il faut dire que la législation interdisant l'expression publique de l'antisémitisme et du racisme n'existait pas en 1938. Si l'on s'intéresse, en revanche, à certains réseaux sociaux ou à ce que l'on appelle la « fachosphère », je crains que l'on ne retrouve des passions similaires. Que la mobilisation du ressentiment utilise désormais des dispositifs immatériels n'est pas forcément rassurant.

**En 1938, Léon Blum propose de sortir du « libéralisme pur » afin d'éviter la débâcle sociale, alors que le gouvernement d'Edouard Daladier expose son programme « libéral » pour sauver l'économie. En quoi l'analogie avec notre époque est-elle, selon vous, flagrante ?**

Il faut partir du point commun objectif entre 1938 et 2018 : ces deux années se situent une décennie après une crise générale du capitalisme. J'ai été frappé qu'en 1938, comme aujourd'hui, on commémore plutôt la crise qu'on ne cherche à analyser ses effets au long cours. C'est

pourquoi le projet de Blum de « sortir du libéralisme pur » par l'investissement public est rejeté. Le Parti radical renverse ses alliances en avril et Daladier devient président du Conseil avec le soutien des conservateurs. La thèse qui s'installe est que la situation économique de la France résulte de la gabegie du Front populaire, pas du tout d'une réplique de la crise de 1929. De là la remise en cause brutale, en quelques jours, de tous les acquis sociaux de 1936 (en particulier la loi sur les 40 heures) et la refonte du code du travail. Au moment même où le « libéralisme économique pur » entre dans une impasse mondiale, la France joue la carte de la dérégulation. Le capitalisme a beaucoup évolué depuis 1938, mais ce qui est commun c'est de miser sur la libération du capital et la dérégulation du travail dans une période de crise systémique. Hier comme aujourd'hui, les effets sociaux, et même démocratiques, d'une telle politique sont alarmants.

**Pourquoi votre exploration de 1938 vous a-t-elle « moins convaincu de la faiblesse de la démocratie française que du fait que la France n'était plus que faiblement démocratique » ?**

Je m'attendais à découvrir une France perdue dans des palabres parlementaires alors que le reste de l'Europe continentale sombre dans la dictature. C'est le récit dominant aujourd'hui : celui de la faiblesse des démocraties face aux régimes autoritaires, une faiblesse qui serait visible dans les accords de Munich. Or, 1938 marque plutôt une remise en cause des règles de l'Etat de droit : la démocratie devient faible parce qu'elle est affaiblie. La concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif est spectaculaire, pratiquement toutes les mesures sont prises après le vote des pleins pouvoirs et sous forme de décrets. Ceux qui visent les étrangers sont effectivement féroces. On envisage aussi de repousser les élections législatives (prévues en 1940) pour stabiliser le redressement du pays, une mesure qui sera prise l'année suivante dans le contexte de l'imminence de la guerre. La France de 1938 vit dans une sorte d'état d'urgence permanent,

## LE PHILOSOPHE HANTÉ PAR L'ANNÉE 1938

### LE LIVRE

**M**ichaël Foessel s'est laissé envahir par l'année 1938 et surprendre par ses analogies avec 2018. Ce penseur noctambule (*La Nuit. Vivre sans témoin*, éditions autrement, 2017), a été « hanté » par 1938 et ses « spectres ». Le philosophe avoue sa candeur : « J'ai rencontré 1938, je n'en ai pas fait l'étude. » L'auteur explicite sa « méthodologie » : la consultation quotidienne des journaux d'époque, de *Je suis partout* au *Populaire*. Et expose son parti pris : « Je voulais comprendre, pas expliquer. »

Les échos sont, selon lui, saisissants. En 1938, la défaite est « sociale » : le gouvernement d'Edouard Daladier veut « remettre la France au travail », après la parenthèse du Front po-

pulaire, réforme le code du travail et limite le nombre de fonctionnaires. En 1938, la défaite est « morale » : la crise des réfugiés met au jour la faillite de l'humanisme politique, comme l'illustre l'errance du *Saint-Louis*, un bateau de réfugiés juifs parti de Hambourg en 1939 en direction de Cuba, qui peinera à trouver un port d'accueil où accoster avant qu'une solution ne soit – in fine – trouvée.

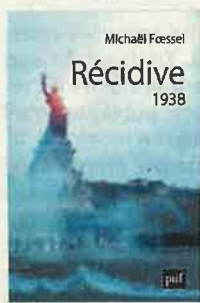
### Philosophie politique

L'histoire ne bégaie pas. Mais cette « collision virtuelle des années » a pour vocation de nous alerter sur les risques de « récidive ». Car nous n'assistons pas au « retour » des années 1930, précise Michaël Foessel, mais les principes actifs de 1938 – politique libérale, régression sociale, repli national, mobilisation to-

– sont encore là, même si Beyoncé a détrôné Maurice Chevalier et les réseaux sociaux supplanté la puissance des anciens journaux.

Au fond, Michaël Foessel pose une question de philosophie politique : « Qu'est-ce que l'essence de la modernité si elle a rendu possible les années 1930 ? » La réussite de l'ouvrage réside dans sa manière de nous faire revivre ses découvertes, de façon hâtant, inquiète et raisonnée. Certains historiens jugeront le parallèle partiel. Et le recours exclusif aux sources éditoriales partiel. Mais l'auteur a le mérite de vouloir penser le présent, fut-ce à la lumière spectrale du passé. Car, comme le dit Georges Bernanos, « ce n'est pas nous qui revenons sur le passé, c'est le passé qui menace de revenir sur nous ». ■

N. T.



**RÉCIDIVE**  
de Michaël Foessel  
PUF, 192 pages,  
15 euros